



Troisième trimestre 2020

**États financiers et rapport de gestion sur la situation
financière et des résultats d'exploitation**

**Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre
2020**

État consolidé des résultats (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus				
Produits (a)	5 937	8 687	16 267	25 880
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	18	49	88	99
Total des produits et des autres revenus	5 955	8 736	16 355	25 979
Dépenses				
Exploration	2	4	6	42
Achats de pétrole brut et de produits (b)	3 634	5 399	9 975	15 956
Production et fabrication (c) (note 13)	1 246	1 601	4 098	4 911
Frais de vente et frais généraux (c)	150	217	499	666
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	470	486	1 290	1 343
Dépréciation et épuisement (b) (note 13)	409	419	1 295	1 201
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	31	36	91	108
Financement (d) (note 7)	10	20	46	71
Total des dépenses	5 952	8 182	17 300	24 298
Bénéfice (perte) avant impôts	3	554	(945)	1 681
Impôts sur le bénéfice	-	130	(234)	(248)
Bénéfice (perte) net	3	424	(711)	1 929
Informations par action (en dollars canadiens)				
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base (note 11)	-	0,56	(0,97)	2,51
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué (note 11)	-	0,56	(0,97)	2,51
(a) Sommes remboursables par des apparentés comprises dans les produits.	1 216	2 313	3 699	6 269
(b) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les achats de pétrole brut et autres produits.	627	717	1 762	2 353
(c) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les dépenses de production et fabrication, et les frais de vente et frais généraux.	107	157	428	479
(d) Sommes remboursables aux apparentés comprises dans le financement (note 7).	12	23	50	75

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé du résultat étendu (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) net	3	424	(711)	1 929
Autres éléments du résultat étendu (perte), après impôts sur les bénéfices				
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	-	-	(114)	18
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées pour la période	34	28	102	83
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	34	28	(12)	101
Résultat étendu (perte)	37	452	(723)	2 030

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Bilan consolidé (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Au 30 sept. 2020	Au 31 déc. 2019
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	817	1 718
Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives (a) (note 5)	1 732	2 699
Stocks de pétrole brut et de produits	1 088	1 296
Matières, fournitures et charges payées d'avance	764	616
Total de l'actif à court terme	4 401	6 329
Investissements et créances à long terme (b) (note 5)	771	891
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé et de l'épuisement	55 463	54 868
Immobilisations corporelles, montant net	(21 881)	(20 665)
Écart d'acquisition (note 13)	33 582	34 203
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	166	186
Total de l'actif	462	578
Total de l'actif	39 382	42 187
Passif		
Passif à court terme		
Billets et emprunts (c)	227	229
Comptes créditeurs et charges à payer (a) (note 9)	3 229	4 260
Impôts sur le bénéfice à payer	-	106
Total du passif à court terme	3 456	4 595
Dettes à long terme (d) (note 8)	4 962	4 961
Autres obligations à long terme (note 9)	3 713	3 637
Passif d'impôts futurs	4 459	4 718
Total du passif	16 590	17 911
Capitaux propres		
Actions ordinaires à la valeur attribuée (e) (note 11)	1 357	1 375
Bénéfices réinvestis	23 358	24 812
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)	(1 923)	(1 911)
Total des capitaux propres	22 792	24 276
Total du passif et des capitaux propres	39 382	42 187

(a) Les comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives, comprenaient des sommes remboursables nettes par des apparentés de 240 millions de dollars (1 007 millions de dollars en 2019).

(b) Les investissements et créances à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 313 millions de dollars (296 millions de dollars en 2019).

(c) Les billets et emprunts comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 111 millions de dollars (111 millions de dollars en 2019).

(d) Les dettes à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 4 447 millions de dollars (4 447 millions de dollars en 2019).

(e) Le nombre d'actions ordinaires autorisées et en circulation était respectivement de 1 100 millions et de 734 millions (respectivement 1 100 millions et 744 millions en 2019).

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Approuvé par le Conseil, le 4 novembre 2020

/s/ Bradley W. Corson

Président du Conseil,
chef de la direction

/s/ Daniel E. Lyons

Vice-président principal,
finances et administration, et contrôleur

État consolidé des capitaux propres (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Actions ordinaires à la valeur attribuée (note 11)				
Au début de la période	1 357	1 410	1 375	1 446
Achats d'actions à la valeur attribuée	-	(19)	(18)	(55)
À la fin de la période	1 357	1 391	1 357	1 391
Bénéfices réinvestis				
Au début de la période	23 516	25 056	24 812	24 560
Bénéfice (perte) net de la période	3	424	(711)	1 929
Achats d'actions au-dessus de la valeur attribuée	-	(324)	(256)	(1 017)
Dividendes déclarés	(161)	(166)	(485)	(482)
Effet cumulatif de la modification comptable (note 5)	-	-	(2)	-
À la fin de la période	23 358	24 990	23 358	24 990
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 12)				
Au début de la période	(1 957)	(1 444)	(1 911)	(1 517)
Autres éléments du résultat étendu (perte)	34	28	(12)	101
À la fin de la période	(1 923)	(1 416)	(1 923)	(1 416)
Capitaux propres à la fin de la période	22 792	24 965	22 792	24 965

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé des flux de trésorerie (PCGR des États-Unis, non audité)

Rentrées (sorties) en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) net	3	424	(711)	1 929
Ajustements relatifs aux éléments hors trésorerie :				
Dépréciation et épuisement	409	419	1 275	1 201
Dépréciation d'actifs incorporels (note 13)	-	-	20	-
(Gain) perte à la vente d'actifs (note 4)	(11)	(28)	(28)	(34)
Impôts sur les bénéfices reportés et autres	(11)	116	(210)	(359)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :				
Comptes débiteurs	134	250	967	(355)
Stocks, matières, fournitures et charges payées d'avance	142	264	60	243
Impôts sur le bénéfice à payer	-	8	(106)	(29)
Comptes créditeurs et charges à payer	66	(82)	(1 008)	646
Autres postes – montant net (b)	143	5	223	163
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	875	1 376	482	3 405
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(142)	(417)	(657)	(1 242)
Produits des ventes d'actifs (note 4)	19	30	68	66
Prêts à des sociétés dont la compagnie est actionnaire – montant net	(2)	(26)	(16)	(129)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(125)	(413)	(605)	(1 305)
Activités de financement				
Réduction d'obligations de location-financement (note 8)	(4)	(7)	(16)	(20)
Dividendes versés	(162)	(169)	(488)	(465)
Actions ordinaires achetées (note 11)	-	(343)	(274)	(1 072)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(166)	(519)	(778)	(1 557)
Augmentation (diminution) de trésorerie	584	444	(901)	543
Trésorerie au début de la période	233	1 087	1 718	988
Trésorerie à la fin de la période (a)	817	1 531	817	1 531
(a) La trésorerie est composée de liquidités en banque et d'équivalents de trésorerie au prix coûtant. Les équivalents de trésorerie sont des titres très liquides arrivant à échéance au plus tard trois mois après la date de leur achat.				
(b) Comprendait des cotisations aux régimes enregistrés de retraite.	(59)	(57)	(159)	(155)
Impôts sur les bénéfices (payés) recouverts.	107	35	(45)	84
Intérêts (payés), après capitalisation.*	(10)	(20)	(46)	(71)

* Note : ajustement réalisé en 2019.

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

1. Fondement de la présentation des états financiers

Ces états financiers consolidés non audités ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR) et observent les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles des derniers états financiers consolidés annuels déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis dans le rapport annuel 2019 sur formulaire 10-K de la compagnie et doivent se lire en parallèle avec ceux-ci. De l'avis de la compagnie, l'information fournie dans les présentes reflète les régularisations et les ajustements connus qui sont nécessaires pour obtenir un état fidèle des résultats pour les périodes visées. Ces ajustements sont de nature récurrente.

Pour ses activités d'exploration et de production, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la « recherche fructueuse ».

Les résultats des neuf mois clos le 30 septembre 2020 ne donnent pas nécessairement une idée de l'activité à prévoir pour l'ensemble de l'exercice.

Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2. Modifications comptables

Le 1^{er} janvier 2020, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments - Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. La norme n'a pas eu d'effet substantiel sur les états financiers de la compagnie.

3. Secteurs d'activité

Troisième trimestre en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	1 651	2 185	4 061	6 266	225	236
Ventes intersectorielles	658	913	321	314	43	61
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	(6)	7	24	32	-	1
	2 303	3 105	4 406	6 612	268	298
Dépenses						
Exploration	2	4	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits	1 176	1 376	3 322	5 142	157	167
Production et fabrication (note 13)	863	1 087	335	460	48	54
Frais de vente et frais généraux	-	-	140	191	23	23
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	470	486	-	-
Dépréciation et épuisement (b) (note 13)	361	364	37	45	5	4
Retraite non liée aux services et avantages au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 7)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	2 402	2 831	4 304	6 324	233	248
Bénéfice (perte) avant impôts	(99)	274	102	288	35	50
Charge (économie) d'impôts	(25)	65	25	67	8	12
Bénéfice (perte) net	(74)	209	77	221	27	38
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	526	392	333	900	32	75
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	78	302	50	124	4	4

Troisième trimestre en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	5 937	8 687
Ventes intersectorielles	-	-	(1 022)	(1 288)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	-	9	-	-	18	49
	-	9	(1 022)	(1 288)	5 955	8 736
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	2	4
Achats de pétrole brut et de produits	-	-	(1 021)	(1 286)	3 634	5 399
Production et fabrication (note 13)	-	-	-	-	1 246	1 601
Frais de vente et frais généraux	(12)	5	(1)	(2)	150	217
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	470	486
Dépréciation et épuisement (b) (note 13)	6	6	-	-	409	419
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	31	36	-	-	31	36
Financement (note 7)	10	20	-	-	10	20
Total des dépenses	35	67	(1 022)	(1 288)	5 952	8 182
Bénéfice (perte) avant impôts	(35)	(58)	-	-	3	554
Charge (économie) d'impôts	(8)	(14)	-	-	-	130
Bénéfice (perte) net	(27)	(44)	-	-	3	424
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(16)	9	-	-	875	1 376
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	9	12	-	-	141	442

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 1 227 millions de dollars (1 807 millions de dollars en 2019). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-financement, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Période de neuf mois jusqu'au 30 septembre en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	4 211	7 012	11 444	18 115	612	753
Ventes intersectorielles	1 642	2 977	1 013	1 249	114	181
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	4	11	66	61	1	1
	5 857	10 000	12 523	19 425	727	935
Dépenses						
Exploration	6	42	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits	3 338	4 764	8 987	15 062	416	531
Production et fabrication (note 13)	2 855	3 414	1 086	1 315	157	182
Frais de vente et frais généraux	-	-	456	571	69	67
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	1 290	1 343	-	-
Dépréciation et épuisement (b) (note 13)	1 141	1 036	123	137	13	11
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 7)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	7 340	9 256	11 942	18 428	655	791
Bénéfice (perte) avant impôts	(1 483)	744	581	997	72	144
Charge (économie) d'impôts	(357)	(508)	134	261	17	34
Bénéfice (perte) net	(1 126)	1 252	447	736	55	110
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	22	1 257	443	2 055	75	175
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	454	975	177	364	15	27
Total des actifs au 30 septembre (note 13)	32 941	35 066	4 590	4 433	417	423

Période de neuf mois jusqu'au 30 septembre en millions de dollars canadiens	Comptes non		Éliminations		Chiffres	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	16 267	25 880
Ventes intersectorielles	-	-	(2 769)	(4 407)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	17	26	-	-	88	99
	17	26	(2 769)	(4 407)	16 355	25 979
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	6	42
Achats de pétrole brut et de produits	-	-	(2 766)	(4 401)	9 975	15 956
Production et fabrication (note 13)	-	-	-	-	4 098	4 911
Frais de vente et frais généraux	(23)	34	(3)	(6)	499	666
Taxe d'accise fédérale et frais de carburant	-	-	-	-	1 290	1 343
Dépréciation et épuisement (b) (note 13)	18	17	-	-	1 295	1 201
Retraite non liée aux services et avantages postérieurs au départ à la retraite	91	108	-	-	91	108
Financement (note 7)	46	71	-	-	46	71
Total des dépenses	132	230	(2 769)	(4 407)	17 300	24 298
Bénéfice (perte) avant impôts	(115)	(204)	-	-	(945)	1 681
Charge (économie) d'impôts	(28)	(35)	-	-	(234)	(248)
Bénéfice (perte) net	(87)	(169)	-	-	(711)	1 929
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(58)	(82)	-	-	482	3 405
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	33	34	-	-	679	1 400
Total des actifs au 30 septembre (note 13)	1 679	2 298	(245)	(313)	39 382	41 907

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 3 339 millions de dollars (5 623 millions de dollars en 2019). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-financement, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.

4. Revenus de placement et d'autres sources

Les revenus de placement et d'autres sources comprenaient les gains et les pertes à la vente d'actifs suivants :

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits de la vente d'actifs	19	30	68	66
Valeur comptable de la vente d'actifs	8	2	40	32
Gain (perte) à la vente d'actifs, avant impôts	11	28	28	34
Gain (perte) à la vente d'actifs, après impôts	10	25	25	31

5. Provision pour pertes de crédit courantes attendues (CECL)

Le 1er janvier 2020, la compagnie a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée Financial Instruments - Credit Losses (Topic 326), comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, ainsi que des événements antérieurs, de la conjoncture et de prévisions raisonnables et justifiables. La norme exige l'utilisation de cette méthodologie relative aux pertes attendues pour les créances clients, certains autres actifs financiers et les risques de crédit hors bilan. L'ajustement au titre de l'effet cumulatif lié à l'adoption de cette norme a réduit de 2 millions de dollars les « bénéfices réinvestis » dans les capitaux propres.

La compagnie est exposée à des pertes de crédit principalement en raison de la vente de produits pétroliers, de pétrole brut, de liquides de gaz naturel et de gaz naturel, ainsi que des prêts aux sociétés dont elle est actionnaire et des créances de contreparties. La capacité de paiement d'une contrepartie est évaluée au moyen d'un processus d'analyse du crédit qui tient compte des modalités de paiement, de la cote de crédit établie de la contrepartie ou de l'évaluation, par la compagnie, de la solvabilité de ladite contrepartie, des modalités du contrat et d'autres risques. L'entreprise peut exiger un paiement anticipé ou une garantie pour atténuer certains risques de crédit.

La compagnie regroupe les actifs financiers dans des portefeuilles aux caractéristiques de risque similaires afin de déterminer la provision pour pertes de crédit. À chaque période de déclaration, la compagnie vérifie s'il s'est produit un changement important dans les pertes ou le risque de crédit. Parmi les facteurs quantitatifs et qualitatifs pris en compte, il y a les données financières historiques, la situation actuelle, les risques sectoriel et national, les cotes de crédit actuelles et la qualité des garanties de tiers obtenues de la contrepartie. Les actifs financiers sont radiés en totalité ou en partie quand les efforts concrets de recouvrement sont épuisés et qu'il n'y a plus d'attente raisonnable de recouvrement. Les recouvrements subséquents de sommes antérieurement radiées sont comptabilisés dans le bénéfice. La compagnie gère les portefeuilles de créances en utilisant les soldes en souffrance comme indicateur clé de la qualité du crédit.

La compagnie comptabilise une provision pour pertes de crédit pour les risques de crédit hors bilan comme un passif dans le bilan, distinct de la provision pour pertes de crédit liées aux actifs financiers comptabilisés. Ces risques peuvent comprendre des prêts non consolidés aux sociétés dont elle est actionnaire et des garanties financières que la compagnie ne peut annuler unilatéralement.

En 2020, la pandémie de COVID-19 s'est rapidement propagée dans la plupart des régions du monde, causant de l'incertitude économique, de la volatilité dans les marchés financiers mondiaux et des effets négatifs sur les marchés du crédit. Dans son estimation des pertes de crédit, la compagnie a tenu compte de ces effets, ainsi que des soldes nettement inférieurs des créances clients à la fin du trimestre, et a conclu qu'aucun ajustement important aux provisions pour créances n'était nécessaire au cours du trimestre. Au 30 septembre 2020, l'évaluation des actifs financiers de la compagnie selon la norme *Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée, comprenait 1 400 millions de dollars de comptes débiteurs, déduction faite des provisions de 4 millions de dollars, des investissements et des créances à long terme de 327 millions de dollars. La compagnie a déterminé qu'à l'heure actuelle, aucune provision n'est requise pour les investissements et les créances à long terme. Il n'y a actuellement aucune exposition au risque de crédit hors bilan.

6. Avantages de retraite

Les composantes du coût net des prestations sont les suivantes :

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Avantages de retraite :				
Coût des services actuels	76	57	229	171
Intérêts débiteurs	77	81	231	243
Rendement prévu de l'actif des régimes	(97)	(87)	(293)	(262)
Amortissement du coût des services passés	4	-	11	-
Amortissement des pertes (gains) actuariels	38	37	115	112
Coût net des prestations constituées de l'exercice	98	88	293	264
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite :				
Coût des services actuels	6	4	18	12
Intérêts débiteurs	6	5	18	16
Amortissement des pertes (gains) actuariels	3	-	9	(1)
Coût net des prestations constituées de l'exercice	15	9	45	27

7. Coûts de financement

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Intérêts sur la dette	19	32	79	105
Intérêts capitalisés	(9)	(12)	(33)	(34)
Intérêts débiteurs – montant net	10	20	46	71
Autres intérêts	-	-	-	-
Financement total	10	20	46	71

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la compagnie a contracté une marge de crédit à court terme engagée de 500 millions de dollars jusqu'en mai 2021, et une marge de crédit à court terme engagée de 300 millions de dollars jusqu'en juin 2021, qui viennent s'ajouter aux marges de crédit existantes de 500 millions de dollars. La compagnie n'a pas utilisé ses marges de crédit.

8. Dette à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 30 sept.	Au 31 déc.
	2020	2019
Dette à long terme	4 447	4 447
Contrats de location-financement	515	514
Total de la dette à long terme	4 962	4 961

9. Autres obligations à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 30 sept. 2020	Au 31 déc. 2019
Avantages de retraite (a)	1 965	1 822
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres passifs environnementaux (b)	1 388	1 388
Passif au titre de la rémunération à base d'actions	33	65
Passif au titre des contrats de location-exploitation (c)	95	143
Autres obligations	232	219
Total des autres obligations à long terme	3 713	3 637

- (a) Les obligations comptabilisées au titre des avantages de retraite des employés comprennent aussi 58 millions de dollars à titre de passif à court terme (58 millions de dollars en 2019).
- (b) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les autres passifs environnementaux comprenaient aussi 124 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (124 millions de dollars en 2019).
- (c) Le passif total au titre des contrats de location-exploitation comprenait aussi 95 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (115 millions de dollars en 2019). En plus du passif total au titre des contrats de location-exploitation, les engagements locatifs non actualisés pour des contrats de location n'ayant pas encore débuté totalisent 27 millions de dollars (6 millions de dollars en 2019).

10. Instruments financiers et produits dérivés

Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers de la compagnie est déterminée en fonction de diverses données du marché et d'autres techniques d'évaluation pertinentes. Il n'y a pas de différence importante entre la juste valeur des instruments financiers de la compagnie et la valeur comptable inscrite aux livres. Au 30 septembre 2020 et 31 décembre 2019, la juste valeur de la dette à long terme (4 447 millions de dollars, excluant les obligations de location-financement) était principalement une mesure de niveau 2.

Produits dérivés

La taille de l'entreprise, sa solide situation financière et la nature complémentaire des secteurs Amont, Aval et Produits chimiques réduisent pour la compagnie dans son ensemble les risques liés aux fluctuations des prix des marchandises et de taux de change. En outre, la compagnie utilise des contrats sur marchandises, y compris des produits dérivés, pour gérer le risque lié au cours des matières premières. La compagnie ne désigne pas les produits dérivés comme couverture aux fins de la comptabilité de couverture.

Le risque de crédit associé à la position sur instrument dérivés de la compagnie est atténué par plusieurs facteurs, notamment l'utilisation de bourses de compensation de produits dérivés, la qualité des contreparties et les limites financières imposées aux contreparties de produits dérivés. La compagnie maintient un système de contrôle comprenant l'autorisation, la déclaration et la surveillance des opérations sur des produits dérivés.

Au 30 septembre 2020, les valeurs comptables des produits dérivés figurant au bilan consolidé étaient des actifs bruts de 2 millions de dollars, des passifs bruts de 3 millions de dollars et une garantie à recevoir de 6 millions de dollars, les effets nets sont pris en compte dans la ligne « Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimative » du bilan consolidé. Au 31 décembre 2019, les valeurs comptables des produits dérivés figurant au bilan consolidé étaient des actifs bruts de 0 dollar, des passifs bruts de 2 millions de dollars et une garantie à recevoir de 6 millions de dollars.

Au 30 septembre 2020, la position acheteur/(vendeur) nette notionnelle à terme des produits dérivés était de 200 000 barils pour le pétrole brut et de (780 000) baril pour les produits. Au 31 décembre 2019, la position acheteur/(vendeur) nette notionnelle à terme des produits dérivés était de (590 000) barils pour le pétrole brut et de 0 baril pour les produits.

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Le gain ou la perte réalisé(e) et non réalisé(e) sur les produits dérivés constaté(e) à l'état consolidé des résultats est inclus(e) dans les postes suivants, avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Revenus	1	-	(7)	(2)
Achats de pétrole brut et de produits	-	1	(18)	(5)
Total	1	1	(25)	(7)

11. Actions ordinaires

	En date du 30 sept. 2020	En date du 31 déc. 2019
milliers d'actions		
Autorisées	1 100 000	1 100 000
Actions ordinaires en circulation	734 077	743 902

Le programme actuel d'offre publique limitée de rachat dans le cours normal des activités d'une durée de 12 mois a pris effet le 29 juin 2020. Il est principalement utilisé pour éliminer la dilution des actions émises dans le cadre du régime d'unités d'actions non acquises de l'Impériale. Ce programme permet à l'entreprise de racheter un maximum de 50 000 actions ordinaires, ce qui comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurrentement, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société Exxon Mobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital.

L'excédent du coût d'achat sur la valeur attribuée des actions a été inscrit à titre de distribution de bénéfices réinvestis.

Les activités liées aux actions ordinaires de la compagnie sont résumées

	Milliers d'actions	Millions de dollars
Solde au 31 décembre 2018	782 565	1 446
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1	-
Achats à la valeur attribuée	(38 664)	(71)
Solde au 31 décembre 2019	743 902	1 375
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	-	-
Achats à la valeur attribuée	(9 825)	(18)
Solde au 30 septembre 2020	734 077	1 357

Le tableau ci-dessous présente le calcul du résultat par action ordinaire, avant et après dilution et les dividendes déclarés par la compagnie sur ses actions ordinaires en circulation :

	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base				
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	3	424	(711)	1 929
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	734,1	757,8	735,7	767,6
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	-	0,56	(0,97)	2,51
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué				
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	3	424	(711)	1 929
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	734,1	757,8	735,7	767,6
Incidence des primes à base d'actions versées aux employés (en millions d'actions) (a)	2,2	2,5	-	2,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu d'une dilution (en millions d'actions)	736,3	760,3	735,7	770,0
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	-	0,56	(0,97)	2,51
Dividendes par action ordinaire – déclarés (dollars)	0,22	0,22	0,66	0,63

(a) Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, le bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué ne comprend pas l'incidence des 2.1 millions d'actions des primes versées aux employés. Les primes à base d'actions versées aux employés ont le potentiel de diluer le bénéfice de base par action dans le futur.

12. Autres éléments du résultat étendu (perte)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) :

en millions de dollars canadiens	2020	2019
Solde au 1 ^{er} janvier	(1 911)	(1 517)
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Variation au cours de l'exercice, excluant les montants reclassés		
provenant du cumul des autres éléments du résultat étendu	(114)	18
Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu	102	83
Solde au 30 septembre	(1 923)	(1 416)

Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu – produit/(charge) avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période (a)	(45)	(37)	(135)	(111)

(a) Le cumul de ces autres éléments du résultat étendu est inclus dans le calcul du coût net des prestations constituées de la période (note 6).

Charge (crédit) d'impôt au titre des autres éléments du résultat étendu :

en millions de dollars canadiens	Troisième trimestre		Neuf mois au 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :				
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	-	-	(37)	7
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	11	9	33	28
Total	11	9	(4)	35

13. Informations financières diverses

Au deuxième trimestre de 2020, le gouvernement du Canada a instauré la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) dans le cadre de son plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19. Le programme vise à maintenir les niveaux d'emploi en accordant une aide financière aux entreprises pendant la pandémie. L'entreprise a bénéficié de ces subventions salariales qui sont comptabilisées tout au long de l'année une fois reçues. L'aide financière reçue dans le cadre de ce programme, environ 120 millions de dollars (avant impôts) depuis le début de l'année, y compris la part proportionnelle de la compagnie dans une coentreprise est comptabilisée comme une réduction des dépenses et figure dans l'état consolidé des résultats, principalement dans la rubrique « Production et fabrication ».

Comme divulgué dans le formulaire 10-K 2019 de l'Impériale, l'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus souvent si des faits ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié. Au premier trimestre de 2020, avec le changement de l'évolution de la conjoncture économique et de la réduction de la capitalisation boursière de la compagnie, la compagnie a évalué la dépréciation de ses soldes d'écart d'acquisition et comptabilisé une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition hors trésorerie de 20 millions de dollars dans le segment Amont. La dépréciation de l'écart d'acquisition est constatée à la ligne « Amortissement et épuisement » de l'état des résultats consolidé et à la ligne « Écart d'acquisition » du bilan consolidé. Le solde de l'écart d'acquisition restant est associé au secteur Aval.

Rapport de gestion

Conjoncture économique

Au début de l'année 2020, deux effets perturbateurs importants se sont fait ressentir sur l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole et de produits pétrochimiques. En ce qui concerne la demande, la pandémie de COVID-19 s'est rapidement propagée au Canada et dans le monde, ce qui a fortement ralenti les activités commerciales et de consommation, et a considérablement réduit la demande locale et mondiale de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers. Cette baisse de la demande a coïncidé avec l'annonce d'une hausse de la production dans certains des principaux pays producteurs de pétrole, ce qui a fait augmenter le niveau des stocks et chuter les prix du pétrole brut, du gaz naturel et des produits pétroliers. Au cours du deuxième et du troisième trimestre, les effets de la COVID-19 ont continué d'avoir une incidence défavorable sur les grandes économies mondiales et sur la demande des produits de la compagnie, et les conditions du marché sont demeurées très incertaines. Au Canada, les activités commerciales et de consommation se sont quelque peu redressées, mais par rapport aux périodes précédentes, elles sont demeurées moins importantes en raison de la pandémie. Malgré les mesures prises par les principaux pays producteurs de pétrole pour réduire l'offre excédentaire à court terme et l'amélioration des conditions du marché du crédit, qui a permis de fournir suffisamment de liquidités aux entreprises solvables, il est de plus en plus probable que les effets économiques défavorables persisteront, dans une certaine mesure, jusqu'en 2021.

À la fin de mars, la compagnie a annoncé qu'elle allait réduire considérablement ses dépenses en immobilisations et ses dépenses d'exploitation pour 2020. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration en 2020 devraient maintenant s'établir à environ 900 millions de dollars, soit moins que les lignes directrices précédemment établies par la compagnie qui se situaient entre 1,1 et 1,2 milliard de dollars. De plus, les dépenses annuelles de production et de fabrication ont diminué de 813 millions de dollars par rapport à l'année précédente, la compagnie a ainsi pu dépasser l'objectif de réduction des dépenses annuelles de 500 millions de dollars.

Les effets de la COVID-19 et du contexte commercial actuel sur l'évolution de l'offre et de la demande ont eu une conséquence négative sur les résultats financiers et opérationnels de l'Impériale au cours des neuf premiers mois de 2020. Les conditions du secteur observées jusqu'à présent en 2020 ont entraîné une baisse des prix obtenus pour les produits de la compagnie et se sont traduites par une diminution marquée du bénéfice et des flux de trésorerie d'exploitation tout au long de l'année 2020 par rapport à 2019. En réaction à ces conditions, la compagnie a exploité certains actifs à taux réduits au cours du deuxième et troisième trimestre de 2020. La compagnie a devancé et prolongé les activités de révision et d'entretien planifiées au cours du deuxième et du troisième trimestre afin de réduire les effectifs sur place et d'établir un meilleur équilibre entre la production et la demande. Les activités de révision à Kearl et Syncrude ont été achevées au cours du troisième trimestre. Les taux d'utilisation de la capacité de raffinage et les ventes de produits pétroliers ont été réduits tout au long du deuxième trimestre de 2020, mais se sont améliorés au troisième trimestre étant donné que la demande de produits s'est accrue. Malgré les signes de reprise économique, la durée et la gravité de la baisse de la demande découlant de la COVID-19 et le contexte commercial actuel suscitent une grande incertitude, et l'évolution future de l'offre et de la demande est intrinsèquement difficile à prévoir.

La compagnie s'est penchée sur la réduction de ses dépenses à court terme, sur les répercussions de la production à court terme et sur les niveaux de prix attendus à court terme afin de déterminer si ces mesures présentent un risque de dépréciation pour ses actifs à long terme. Malgré le contexte difficile à court terme, le point de vue de la compagnie sur les principes fondamentaux de l'offre et de la demande à long terme n'a pas beaucoup changé. Cependant, la compagnie continue d'évaluer ses plans stratégiques et ses perspectives de prix à long terme, en tenant compte des conditions économiques et du secteur, actuelles et futures, ainsi que de l'incertitude persistante du marché, dans le cadre de son processus de planification annuel, qui doit être examiné par le conseil d'administration au cours du quatrième trimestre. Selon les conclusions de ce processus, notamment des changements futurs importants dans les plans stratégiques de la compagnie ou les perspectives de prix à long terme, une partie de ses actifs à long terme pourrait présenter un risque de dépréciation.

Comme divulgué dans le formulaire 10-K 2019 de l'Impériale, les faibles cours du pétrole brut et du gaz naturel peuvent avoir un impact sur les estimations des réserves prouvées de la compagnie tel qu'il est mentionné en vertu des règles de la Commission des valeurs mobilières des États-Unis (SEC). Le prix moyen que l'Impériale a touché depuis le début de l'exercice pour le pétrole brut a eu une forte incidence sur la baisse des prix depuis la fin du premier trimestre. Tout comme les révisions à la baisse des réserves prouvées de bitume à la fin de 2016 qui ont découlé de la faiblesse des prix, si les prix moyens se maintiennent aux niveaux actuel, en vertu de la définition des réserves prouvées de la SEC, certains volumes considérés comme des réserves prouvées à la fin de 2019, principalement les réserves prouvées de bitume de Kearl (totalisant environ 60 % des 3,5 milliards de barils d'équivalent pétrole des réserves prouvées nettes de la compagnie), ne seront pas considérés comme des réserves prouvées à la fin de l'exercice 2020. Les estimations des réserves prouvées peuvent dépendre d'un certain nombre de facteurs, dont l'achèvement et l'optimisation des projets de mise en valeur, le rendement des gisements, les approbations réglementaires, la politique gouvernementale, les préférences des consommations, les variations du montant et du moment liés aux dépenses d'investissement, le cadre des redevances et les changements importants des niveaux de prix du pétrole et du gaz à long terme. La compagnie ne s'attend pas à ce que la révision à la baisse des réserves prouvées déclarées en vertu des définitions de la SEC affecte les opérations de projets sous-entendu ou modifie ses perspectives pour les volumes de production.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens ont lancé des plans et des programmes pour appuyer les entreprises et les activités économiques face aux effets perturbateurs de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement du Canada a instauré la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) dans le cadre de son plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19, et a récemment annoncé son intention de prolonger la SSUC jusqu'en juin 2021. La compagnie a reçu des subventions salariales dans le cadre de ce programme et, si elle y est admissible, elle entend continuer d'en faire la demande. De plus, le gouvernement de l'Alberta a annoncé son plan de relance, qui tient compte d'une proposition visant à accélérer la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta, initialement prévue par la loi en 2019. Si elle est adoptée, le taux d'imposition des sociétés de l'Alberta sera réduit à 8 % à compter du 1er juillet 2020, alors qu'il était auparavant réduit à 8 % à compter du 1er janvier 2022. La proposition de changement du taux d'imposition des sociétés ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la compagnie.

La compagnie a pris des mesures, conformément aux directives et restrictions fédérales et provinciales, pour limiter la propagation de COVID-19 parmi les employés, les entrepreneurs et l'ensemble de la collectivité, ainsi que pour poursuivre ses activités d'exploitation afin de garantir à ses clients un approvisionnement fiable de produits puisqu'elle est un fournisseur de services essentiels. La compagnie dispose d'excellents plans de continuité des activités, qui ont été déployés dans le but de minimiser les effets de la COVID-19 sur la productivité du personnel.

Résultats d'exploitation

Comparaison des troisièmes trimestres de 2020 et de 2019

La compagnie a enregistré un bénéfice net de 3 millions de dollars, soit 0,00 dollar par action sur une base diluée, au troisième trimestre 2020, par rapport à un bénéfice net de 424 millions de dollars, soit 0,56 dollar par action, pour la même période en 2019.

Le secteur amont a enregistré une perte nette de 74 millions de dollars au troisième trimestre de 2020, au lieu d'un bénéfice net de 209 millions de dollars pour la même période en 2019. Les résultats ont été affectés négativement par une baisse des prix obtenus d'environ 490 millions de dollars et par les volumes d'environ 110 millions de dollars moins élevés. Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des redevances d'environ 150 millions de dollars et des charges d'exploitation moins élevées d'environ 130 millions de dollars.

Le prix moyen du West Texas Intermediate (WTI) s'est établi à 40,93 dollars américains le baril au troisième trimestre de 2020, contre 56,44 dollars américains le baril au trimestre correspondant de 2019. Western Canada Select (WCS) s'est établi en moyenne à 31,81 dollars américains le baril et à 44,21 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. Le différentiel entre WTI et WCS s'est établi en moyenne à environ 9 dollars américains par baril au troisième trimestre de 2020, comparativement à environ 12 dollars américains pour la même période en 2019.

Le dollar canadien s'est établi en moyenne à 0,75 dollar américain au troisième trimestre de 2020, en baisse de 0,01 dollar américain par rapport au troisième trimestre de 2019.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a diminué au cours du trimestre, principalement en raison de la diminution du WCS. Le prix moyen obtenu pour le bitume s'est établi à 35,95 dollars le baril au troisième trimestre de 2020, comparativement à 51,12 dollars le baril touchés au troisième trimestre de 2019. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué de façon générale conformément au WTI, rajusté pour tenir compte des variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 50,79 dollars le baril au troisième trimestre de 2020, contre 77,27 dollars le baril à la période correspondante de 2019.

La production brute totale de bitume à Kearl s'est établie en moyenne à 189 000 barils par jour au troisième trimestre (la part de l'Impériale se chiffrant à 134 000 barils), contre 224 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 159 000 barils) au troisième trimestre de 2019. La baisse de la production s'explique par l'avancement et la prolongation d'une révision planifiée sur le site ainsi que par l'interruption de service d'un pipeline tiers.

La production brute moyenne de bitume de Cold Lake s'est établie à 131 000 barils par jour au troisième trimestre, comparativement à 142 000 barils par jour pour la même période de 2019. La baisse de production est principalement attribuable au calendrier de production associé à la gestion de la vapeur.

La quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est établie à 67 000 barils par jour, contre 69 000 barils par jour au troisième trimestre de 2019.

Le secteur aval a enregistré un bénéfice net de 77 millions de dollars au troisième trimestre de 2020, au lieu d'un bénéfice net de 221 millions de dollars pour la même période en 2019. Les résultats ont été affectés négativement par une baisse des marges d'environ 230 millions de dollars et par les volumes de ventes d'environ 70 millions de dollars moins élevés. Ces éléments ont été compensés par une baisse des dépenses d'exploitation d'environ 70 millions de dollars et une amélioration en fiabilité d'environ 50 millions de dollars, principalement liée à l'absence de l'incident à la tour de fractionnement de Sarnia survenu en avril 2019.

Le débit moyen des raffineries était de 341 000 barils par jour, contre 363 000 barils par jour au troisième trimestre de 2019. Le taux d'utilisation de la capacité a été de 81 %, comparativement à 86 % au troisième trimestre de 2019. La baisse du débit est attribuable à la faiblesse de la demande du marché, partiellement compensée par la réduction d'entretien planifié.

Les ventes de produits pétroliers se sont établies à 449 000 barils par jour, contre 488 000 barils par jour lors du troisième trimestre de 2019. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19.

Le bénéfice net du secteur des Produits chimiques étaient de 27 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à 38 millions de dollars au trimestre correspondant de 2019.

Les charges du siège social et autres charges se sont élevées à 27 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à 44 millions de dollars pour la période correspondante de 2019.

Comparaison des neuf premiers mois de 2020 et de 2019

La perte nette des neuf premiers mois de 2020 s'est établie à 711 millions de dollars ou 0,97 dollar par action sur une base diluée, comparativement à un bénéfice net de 1 929 millions de dollars ou 2,51 dollars par action pour les neuf premiers mois de 2019. Les résultats de l'exercice en cours tiennent compte de l'incidence favorable d'environ 90 millions de dollars après impôts, associée à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), qui comprend la part proportionnelle de l'Impériale dans une coentreprise. Les résultats annuels de 2019 tiennent compte de l'incidence favorable de 662 millions de dollars liée à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta.

Le secteur amont a enregistré une perte nette de 1 126 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice, comparativement à un bénéfice net de 1 252 millions de dollars à la même période de 2019. Les résultats ont subi l'incidence négative d'une baisse des prix d'environ 2 330 millions de dollars, de l'absence d'un effet favorable de 689 millions de dollars associé à la réduction du taux d'imposition des sociétés de l'Alberta en 2019 et d'une baisse des volumes d'environ 300 millions de dollars. Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des redevances d'environ 460 millions de dollars, des charges d'exploitation moins élevées d'environ 320 millions de dollars, les effets de change favorables d'environ 120 millions de dollars et environ 60 millions de dollars liés à la SSUC reçue par la compagnie qui comprend la part proportionnelle de l'Impériale dans une coentreprise.

Le prix moyen du baril de West Texas Intermediate s'est établi à 38,10 dollars américains pour les neuf premiers mois de 2020, contre 57,10 dollars américains pour la période correspondante de 2019. Le prix moyen du Western Canada Select s'est établi en moyenne à 24,72 dollars américains le baril et 45,32 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. L'écart entre le WTI et le WCS s'est creusé pour s'établir à environ 13 dollars américains le baril en moyenne pour les neuf premiers mois de 2020, contre environ 12 dollars américains le baril à la même période en 2019.

Le dollar canadien valait en moyenne 0,74 dollar américain au cours des neuf premiers mois de 2020, en baisse de 0,01 dollar américain par rapport à la même période en 2019.

Le prix moyen que l'Impériale a touché en dollars canadiens pour le bitume a diminué au cours des neuf premiers mois de 2020, principalement en raison de la diminution du WCS. Le prix touché pour le bitume s'est établi en moyenne à 22,24 dollars le baril, contre 52,44 dollars le baril à la même période en 2019. Le prix moyen que la compagnie a touché en dollars canadiens pour le pétrole brut synthétique a diminué dans l'ensemble conformément au WTI au cours des neuf premiers mois de 2020, rajusté pour tenir compte des variations des taux de change et des frais de transport. Le prix touché pour le pétrole brut synthétique s'est établi en moyenne à 49,06 dollars le baril, contre 74,59 dollars le baril à la période correspondante de 2019.

La production moyenne brute totale de bitume à Kearl s'est élevée à 202 000 barils par jour au cours des neuf premiers mois de 2020 (la part de l'Impériale se chiffrant à 143 000 barils), contre 204 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 145 000 barils) pour la même période en 2019. La baisse de la production est principalement attribuable à l'ajout d'installations de concassage supplémentaires en 2020 partiellement compensé par le fait que la production à court terme a été équilibrée par rapport à la demande grâce à l'avancement et à la prolongation des activités de révision planifiées et à l'interruption de service d'un pipeline tiers, partiellement compensée par l'ajout d'installations de concassage supplémentaires en 2020.

La production brute moyenne de bitume à Cold Lake s'est établie à 131 000 barils par jour au cours des neuf premiers mois de 2020, contre 141 000 barils par jour à la période correspondante de 2019. La baisse de production est principalement attribuable au calendrier de production associé à la gestion de la vapeur.

Au cours des neuf premiers mois de 2020, la quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est élevée en moyenne à 63 000 barils par jour, comparativement à 76 000 barils par jour pour la période correspondante de 2019. La baisse de la production est principalement attribuable au fait que la production à court terme a été équilibrée par rapport à la demande.

Le bénéfice net du secteur aval s'est établi à 447 millions de dollars, contre 736 millions de dollars pour la même période en 2019. Les résultats ont été affectés négativement par une baisse des marges d'environ 460 millions de dollars et par les volumes de ventes d'environ 220 millions de dollars moins élevés. Ces éléments ont été partiellement compensés par une amélioration en fiabilité de 200 millions de dollars, principalement en raison de l'absence d'incident à la tour de fractionnement de Sarnia survenu en avril 2019, par une baisse des dépenses d'exploitation de 140 millions de dollars et par une diminution des coûts de révision de 70 millions de dollars principalement liée à la réduction des activités de révision au cours de l'exercice.

Le débit moyen des raffineries était de 334 000 barils par jour au cours des neuf premiers mois de 2020, contre 363 000 barils au cours de la même période en 2019. Le taux d'utilisation de la capacité a été de 79 %, comparativement à 86 % pour la même période en 2019. La baisse du débit est principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19, partiellement compensée par l'absence de répercussions liées à l'incident survenu dans la tour de fractionnement de Sarnia en avril 2019.

Les ventes de produits pétroliers s'élevaient à 423 000 barils par jour au cours des neuf premiers mois de 2020, contre 481 000 barils par jour pour la période correspondante en 2019. La baisse des ventes de produits pétroliers est principalement attribuable à la réduction de la demande en raison de la pandémie de COVID-19.

Le bénéfice net du secteur des Produits chimiques s'est établi à 55 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2020, comparativement à 110 millions de dollars pour la période correspondante de 2019. Les résultats ont été affectés par une baisse des marges d'environ 60 millions de dollars.

Les comptes non sectoriels ont affiché un solde de 87 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2020, comparativement à un solde de 169 millions de dollars pour la période correspondante de 2019, attribuable en grande partie aux variations des coûts liés à la rémunération à base d'actions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont élevés à 875 millions de dollars au troisième trimestre, par rapport aux flux de trésorerie de 1 376 millions de dollars générés par les activités d'exploitation pour la période correspondante de 2019, reflétant principalement la baisse des prix obtenus dans le secteur amont et la baisse des marges dans le secteur aval.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 125 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à 413 millions de dollars pour la même période en 2019, reflétant principalement une réduction des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 166 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à 519 millions de dollars au troisième trimestre de 2019. Les dividendes versés au troisième trimestre de 2020 se sont élevés à 162 millions de dollars. Le dividende par action versé au troisième trimestre a été de 0,22 dollar, correspondant à 0,22 dollar pour la même période de 2019. La compagnie n'a pas acheté d'actions au cours du troisième trimestre. Au troisième trimestre de 2019, la compagnie a racheté environ 9,8 millions d'actions pour 343 millions de dollars, ce qui comprend les actions rachetées à la société Exxon Mobil Corporation.

Le solde de trésorerie de l'entreprise s'établissait à 817 millions de dollars au 30 septembre 2020, comparativement à 1 531 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de 2019.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 482 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2020, par rapport aux 3 405 millions de dollars constatés à la période correspondante de 2019, ce qui reflète principalement la baisse des prix obtenus dans le secteur amont et les effets défavorables sur le fonds de roulement.

Les activités d'investissement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 605 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2020, comparativement à 1 305 millions de dollars pour la même période en 2019, reflétant principalement une réduction des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 778 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2020, contre 1 557 millions de dollars à la période correspondante de 2019. Les dividendes versés au cours des neuf premiers mois de 2020 se sont élevés à 488 millions de dollars. Le dividende par action versé dans les neuf premiers mois de 2020 a été de 0,66 dollar, en hausse par rapport à 0,60 dollar pour la période correspondante de 2019. Au cours des neuf premiers mois de 2020, la compagnie, dans le cadre de son programme d'achat d'actions, a acheté environ 9,8 millions d'actions pour 274 millions de dollars. Au cours des neuf premiers mois de 2019, la compagnie a acheté environ 29,6 millions d'actions pour 1 072 millions de dollars.

Au cours du deuxième trimestre de 2020, la compagnie a contracté une marge de crédit à court terme engagée de 500 millions de dollars jusqu'en mai 2021, et une marge de crédit à court terme engagée de 300 millions de dollars jusqu'en juin 2021, qui viennent s'ajouter aux marges de crédit existantes de 500 millions de dollars. La compagnie n'a pas utilisé ses marges de crédit.

Le 23 juin 2020, la compagnie a annoncé dans un communiqué de presse qu'elle avait reçu de la Bourse de Toronto l'autorisation de lancer une offre publique limitée de rachat ordinaire. Le programme est principalement utilisé pour éliminer la dilution des actions émises dans le cadre du régime d'unités d'actions non acquises de l'Impériale, et permet à la compagnie de racheter un maximum de 50 000 actions ordinaires entre le 29 juin 2020 et le 28 juin 2021. Ce maximum comprend les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société ExxonMobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société ExxonMobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital. Le programme prendra fin le 28 juin 2021 ou lorsque la compagnie aura racheté le maximum autorisé d'actions.

Énoncés prospectifs

Les énoncés contenus dans le présent rapport qui sont liés à des situations ou événements futurs, y compris les prévisions, les objectifs, les attentes, les estimations et les plans d'affaires, sont des énoncés prévisionnels. Les énoncés prospectifs peuvent être caractérisés par des termes comme croire, anticiper, avoir l'intention de, proposer, planifier, objectif, chercher à, projeter, prévoir, viser, estimer, s'attendre à, stratégie, perspectives, calendrier, futur, continuer, probable, pouvoir, devoir, sera et d'autres termes semblables faisant référence à des périodes futures. Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué comprennent, sans s'y limiter, des mentions de l'utilisation de produits dérivés et de l'efficacité de l'atténuation des risques; l'incertitude du marché et l'étendue et la durée des effets continus de la pandémie du COVID-19 sur des activités économiques; l'objectif de réduction des dépenses annoncé précédemment et les dépenses en immobilisations ajustées prévues pour l'année complète d'environ 900 millions de dollars pour 2020; au point de vue de la compagnie sur les principes fondamentaux de l'offre et de la demande à long terme; des conséquences de futures diminutions des prix à long terme, y compris la dépréciation des actifs à long terme; des conséquences d'une baisse courante des prix du pétrole et du gaz naturel sur les réserves prouvées en vertu des règles de la SEC, y compris l'éventuelle révision à la baisse des réserves prouvées de bitume; à l'intention de continuer de faire la demande de la Subvention salariale d'urgence du Canada; à l'impact de l'accélération de la réduction du taux d'imposition des sociétés par le gouvernement de l'Alberta; et des répercussions des mesures prises contre la COVID-19.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les attentes, estimations, projections et hypothèses actuelles de la compagnie au moment où les énoncés sont faits. Les éléments suivants pourraient différer sensiblement selon un certain nombre de facteurs: résultats financiers et d'exploitation futurs réels, y compris attentes et hypothèses concernant la croissance de la demande et la source d'énergie, l'offre et la combinaison de produits; prix des produits de base, taux de change et conditions générales du marché; taux de production, croissance et répartition; plans de projet, calendrier, coûts, évaluations techniques et capacités techniques, capacité de la compagnie à exécuter efficacement ces plans et à exploiter ses actifs; progression de la COVID-19 et ses répercussions sur la capacité de l'Impériale à exploiter ses actifs, y compris fermeture possible des installations en raison d'éclousions de COVID-19; capacité de la compagnie à exécuter efficacement ses plans de continuité des activités et à mener ses activités d'intervention en cas de pandémie; capacité de la compagnie à réaliser des économies de coûts et d'ajuster le travail de maintenance; le rendement des fournisseurs de services tiers, y compris la fourniture de diluants par pipeline à Kearn; l'adoption et les incidences de nouvelles installations ou technologies, notamment sur la réduction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre; l'utilisation des capacités de raffinage et des produits connexes; lois applicables et politiques gouvernementales, y compris réduction de la production et restrictions en réponse à l'impact de la COVID-19; sources de financement et structure du capital, y compris capacité d'émettre une dette à long terme; ainsi que dépenses en capital et liées à l'environnement. Ces facteurs comprennent les variations mondiales, régionales ou locales de l'offre et de la demande de pétrole, de gaz naturel, de produits pétroliers et de produits pétrochimiques ainsi que les incidences sur les prix, les écarts et les marges, y compris les mesures prises par les gouvernements étrangers en ce qui concerne les niveaux d'approvisionnement et les prix de l'offre et les effets de la COVID-19 sur la demande; les conditions économiques générales; la disponibilité et la répartition du capital; les taux de change; le transport pour accéder aux marchés; les événements politiques ou réglementaires, y compris les lois fiscales, les changements apportés aux lois ou aux politiques gouvernementales, comme la réduction de la production et les actions en réponse à la COVID-19; la disponibilité et le rendement des fournisseurs de services tiers, y compris à la lumière des restrictions liées à la COVID-19; l'efficacité de la gestion et la préparation aux interventions en cas de sinistre, y compris les plans de continuité des activités en réponse à la COVID-19; les risques environnementaux inhérents aux activités d'exploration et de production pétrolières et gazières; la réglementation environnementale, y compris les changements climatiques et la réglementation sur les gaz à effet de serre; les difficultés techniques ou opérationnelles imprévues; la gestion de projets, les calendriers et l'achèvement en temps opportun des projets; l'obtention, en temps utile, des approbations réglementaires et de tiers; les résultats des programmes de recherche et des nouvelles technologies, et la capacité de commercialiser les nouvelles technologies à un prix concurrentiel; les risques et dangers opérationnels; les incidents de cybersécurité, y compris le recours accru aux modalités de travail à distance et au déploiement des plans de continuité des activités en raison de la COVID-19; ainsi que d'autres facteurs abordés au point 1A, facteurs de risque, et dans le rapport de gestion au point 7 du rapport annuel le plus récent de la Compagnie pétrolière Impériale Ltée sur formulaire 10-K et les rapports provisoires subséquents sur formulaire 10-Q.

Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes, qui sont parfois similaires à ceux d'autres compagnies pétrolières et gazières, parfois exclusifs à l'Impériale. Les résultats réels de l'Impériale peuvent être sensiblement différents des résultats implicites ou explicites selon les énoncés prospectifs, et les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier aveuglément. L'Impériale ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de toute révision des énoncés prospectifs contenus aux présentes, sauf si la loi l'exige.

Le terme « projet » tel qu'il est utilisé dans ce rapport peut renvoyer à toute une gamme d'activités différentes et n'a pas nécessairement le même sens que celui qu'on lui donne dans les rapports sur la transparence des paiements au gouvernement.

Information quantitative et qualitative sur les risques de marché

L'information sur les risques liés au marché pour les neuf mois clos le 30 septembre 2020 est sensiblement la même que celle qui figure à la page 27 du rapport annuel de la compagnie sur le formulaire 10-K pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et à la page 26 du formulaire 10-Q pour le trimestre clos le 30 juin 2020.